

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 362/02

ÉFAI – 020787 – AMR 53/008/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

VÉNÉZUÉLA **Jose Antonio Dávila (h), journaliste**
Rafael Fuenmayor (h), journaliste
Luis Alfonso Fernández (h), journaliste
Fernando Malavé (h), journaliste
ainsi que tous les autres journalistes et photographes exerçant dans le pays

Londres, le 13 décembre 2002

Les quatre hommes dont le nom figure ci-dessus font partie d'un groupe de journalistes qui, selon certaines sources, ont été agressés et blessés par des membres de la *Guardia Nacional* (GN, Garde nationale) le 3 décembre dernier. Amnesty International est préoccupée par leur sécurité ainsi que celle de tous les journalistes et photographes qui exercent au Vénézuéla.

Depuis qu'une grève d'ampleur nationale a été engagée, le 2 décembre dernier, par le mouvement d'opposition au président Hugo Chávez, des journalistes et des médias favorables ou opposés au gouvernement ont été la cible de menaces, de manœuvres d'intimidation et d'attaques, notamment alors qu'ils couvraient des manifestations de rue. Selon les informations recueillies, Jose Antonio Dávila, Rafael Fuenmayor, Luis Alfonso Fernández, Fernando Malavé et plusieurs autres journalistes ont été agressés alors qu'ils réalisaient un reportage sur la dispersion violente d'une manifestation organisée par l'opposition à Chauo, un quartier de la capitale, Caracas. Fernando Malavé s'est vu infliger une grave blessure par balle, tandis que d'autres personnes ont été touchées par des balles en caoutchouc ou ont reçu des coups de matraque. La crise déclenchée par le mouvement de grève allant en s'aggravant, les journalistes risquent d'être à nouveau menacés et attaqués.

Pendant les nuits du 8 au 9 décembre et du 9 au 10 décembre, des manifestations de grande ampleur ont été organisées par des sympathisants du gouvernement devant les locaux de journaux, de chaînes de télévision et de stations de radio favorables à l'opposition. Au cours de diverses actions de protestation menées dans tout le pays pendant ces deux nuits, des manifestants ont menacé des journalistes et ont attaqué le siège de certains organes d'information. Pendant la nuit du 8 au 9 décembre, des partisans de l'opposition ont également manifesté devant le siège de Canal 8, la chaîne de télévision publique. Des coups de feu auraient été tirés, mais ils n'auraient fait aucun blessé.

Les médias sont à la fois victimes et partiellement responsables de la bipolarisation politique qui sape actuellement les fondements de l'état de droit au Vénézuéla. Des organes d'information privés sont accusés d'encourager directement l'opposition au gouvernement du Président Chavez et de ne pas couvrir les faits de façon impartiale. De même, la chaîne de télévision publique se voit taxer de partialité en faveur du Président Chavez dans la manière dont elle rend compte des événements.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Tout au long de l'année, au Vénézuéla, la bipolarisation politique a menacé de provoquer des affrontements de grande ampleur dans le pays. Actuellement, le climat est particulièrement tendu. En effet, la grève nationale illimitée organisée à l'appel de l'opposition en vue d'éloigner le Président Chavez du pouvoir atteint aujourd'hui son douzième jour. Ce mouvement paralyse de nombreux secteurs de l'économie du pays.

Le 11 avril 2002, une grève nationale du même ordre avait pris fin dans la violence et s'était soldée par la mort de 20 personnes. Ces événements avaient débouché sur un coup d'État et sur la mise à l'écart et le placement en détention provisoire du Président Chavez. Le 13 avril, celui-ci avait été rétabli dans ses fonctions ; sa destitution, inconstitutionnelle, avait en effet suscité un mouvement de protestation de grande ampleur à l'échelle nationale et internationale. Depuis lors, des négociations sont menées en vue de sortir de cette crise. À l'heure actuelle, Cesar Gaviria, président de l'Organisation des États américains (OEA), sert de médiateur entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition.

Ces deux dernières années, la bipolarisation grandissante de la vie politique au Vénézuéla est allée de pair avec une multiplication des attaques et des menaces visant des journalistes. À plusieurs reprises, le Président Chavez a accusé les médias de soutenir des initiatives visant à l'écarter du pouvoir, tandis que des professionnels de ce secteur ont reproché au chef de l'État d'inciter ses sympathisants à les prendre pour cible.

La Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé à maintes reprises aux autorités vénézuéliennes de prendre des mesures de protection (*medidas cautelares*) pour garantir la sécurité des journalistes qui ont été la cible de menaces ou d'agressions.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Jose Antonio Dávila, Rafael Fuenmayor, Luis Alfonso Fernández et Fernando Malavé, ainsi que celles de tous les journalistes qui exercent au Vénézuéla ;
- condamnez toutes les attaques dont des journalistes et des organes d'information ont été la cible ;
- exhortez les autorités vénézuéliennes à veiller à ce que tous les journalistes puissent effectuer leur travail, qui n'a rien que de très légitime, sans avoir à craindre d'être menacés ou agressés ;
- rappelez aux autorités qu'il leur incombe de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à ces attaques et pour montrer que tous les professionnels des médias ont droit à une égale protection de la loi ;
- demandez instamment aux autorités qu'elles mènent, dans les plus brefs délais, une enquête impartiale et exhaustive sur ces attaques et qu'elles défèrent les responsables présumés de ces agissements à la justice.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Hugo Chávez Frías
Presidente de la República Bolivariana de Venezuela
Palacio de Miraflores
Esquina de Bolero
Av. Urdaneta
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Caracas, Venezuela

Fax : +58 212 806 3551 / 3221

Formule d'appel : *Señor Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Procureur général du Vénézuéla :

Fiscal General de la República
Dr. Isaías Rodríguez
Avenida Universidad
Esquina Pele el ojo a Misericordia
Frente a Parque Carabobo
Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 576 44 19

Formule d'appel : *Estimado Señor Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Syndicat national des journalistes :

Sindicato Nacional de Trabajadores de la Prensa
Av. Andrés Bello
Casa Nacional del Periodista
Piso 2, Ala B, Oficina B-23
Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 793 1996 / 2883 (Si quelqu'un vous répond, dites : « *Tono de fax por favor.* »)

Formule d'appel : *Estimado Señor*, / Monsieur,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Vénézuéla dans votre pays.

Vice-Président de la République :

José Vicente Rangel
Vicepresidente de la República Bolivariana de Venezuela
Palacio de la Vicepresidencia
Av. Urdaneta
Esquina de Carmelitas
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Vicepresidente de la República Bolivariana de Venezuela, Caracas, Venezuela

Fax : +58 212 863 3938 / 860 3876

Formule d'appel : *Señor Vicepresidente*, / Monsieur le Vice-Président de la République,

Defensor del Pueblo (Médiateur chargé de veiller au respect des droits humains) :

Dr. Germán Mundaraín
Defensoría del Pueblo
Bellas Artes Comienzo Avenida México Frente al Ateneo de Caracas
Plaza Morelos, Caracas
Vénézuéla

Fax : +58 212 575 4467 (Si quelqu'un vous répond, dites : « *Tono de fax por favor.* »)

Courriers électroniques : gmondarain@defensoria.gov.ve

Formule d'appel : *Estimado Señor*, / Monsieur,

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 24 JANVIER 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*